

L'unité syndicale se réalise aux États-Unis

Après 20 ans de scission, l'unité syndicale vient d'être scellée aux États-Unis entre le CIO (Congrès des organisations industrielles) et l'AFL (Fédération américaine du travail). Les délégués au congrès de fusion représentaient 15 millions de travailleurs américains. Le président Eisenhower a adressé un message au congrès de fusion, demandant à la nouvelle organisation d'observer la neutralité politique. Mais G. Meany, ex-président de l'AFL, et Walter Reuther, ex-président du CIO, élus respectivement président et vice-président de la nouvelle organisation AFL-CIO, ont, dans leurs interventions, vigoureusement critiqué la politique de l'administration républicaine à l'égard des travailleurs.

Victoire du syndicalisme industriel

Jusqu'en 1935, l'AFL, seule centrale syndicale des travailleurs américains, les organisait sur la base du métier, en développant au maximum l'esprit corporatiste. Il appartient à John Lewis, secrétaire du syndicat des mineurs, de prendre la tête du mouvement pour la formation de syndicats d'industrie, qui, au cours de gigantesques vagues de grèves avec occupation, conquiert successivement en 1936-1937 les usines des grands trusts de la métallurgie de l'automobile que leurs maîtres avaient jusque-là interdit au syndicat. En même temps, alors que l'AFL, conformément aux principes de Gompers, s'interdisait toute intervention politique, le CIO se lançait à fond dans le soutien du New-Deal et de Roosevelt. La rupture ultérieure de Lewis avec Roosevelt, après la grève sanglante de « Little Steel », au cours de laquelle Roosevelt se rangea sans ambages du côté du patronat, n'empêcha pas le CIO d'apporter à chaque élection un soutien sans défaillance au parti de Roosevelt-Truman.

Causes de l'unité

Après les tumultueuses années de croissance de 1935-1937, la bureaucratisation du CIO, la constitution d'un appareil échappant de plus en plus, comme l'AFL, au contrôle de la base, faisait disparaître la différence la plus importante entre les deux centrales. L'AFL avait d'ailleurs abandonné le « gomperisme » et était intervenue aux élections présidentielles de 1952 aux côtés du CIO en faveur du démocrate Stevenson. Enfin, la loi réactionnaire Taft-Hartley, adoptée en 1947 par une majorité du Congrès comprenant aussi bien des démocrates que des républicains, fournissait au patronat une arme antisyndicale efficace, sous les prétextes habituels de la protection de la « liberté du travail » et de la lutte contre « l'infiltration communiste ».

Depuis cette date, la progression des effectifs syndicaux s'est pratiquement arrêtée, laissant inorganisée la majeure partie de la classe ouvrière américaine, particulièrement dans le Sud. L'unité syndicale doit permettre, dans l'esprit de ses réalisateurs, à la nouvelle centrale d'exercer une pression plus forte sur le Congrès pour obtenir l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Mais on ne peut évidemment attendre des bureaucrates dirigeants qu'ils engagent dans ce but une action militante, qui seule pourrait être efficace.

30 millions de syndiqués ?

Les 1 487 délégués au congrès de fondation de l'AFL-CIO ne reflétaient que trop bien la bureaucratisation du mouvement syndical américain. « *Ils acceptent la hiérarchie bureaucratique comme une loi de la nature* », écrit un témoin. Parmi eux, très peu de noirs, presque pas de femmes, même parmi les représentants des syndicats à composition essentiellement féminine comme celui de la confection. Les moins de quarante ans sont l'exception. Tous sont des fonctionnaires syndicaux appointés depuis de longues années, si même ils n'ont jamais travaillé comme ouvriers. Le moment le plus important du congrès a été

l'annonce, par le nouveau responsable de l'organisation John Livingstone, d'une gigantesque campagne de recrutement, qui doit démarrer en février 1956 et disposera d'un fonds de propagande de 8 à 10 millions de dollars. L'objectif de la campagne serait de doubler le nombre de syndiqués.

Mais l'obstacle principal auquel se heurtera cette campagne est d'ordre politique : la masse essentielle des non-syndiqués se trouve dans le Sud, où les travailleurs noirs dominent, et il n'est possible de les organiser sur une grande échelle qu'en combattant résolument toute discrimination raciale : or, pour de nombreux syndicats de l'ex-AFL, les pratiques discriminatoires sont statutaires... Mais le Comité des Syndicalistes Noirs a soumis au Congrès un programme pour l'abolition de ces pratiques : et deux noirs, A. Philip Randolph, de l'AFL et Willard Townsend, du CIO, ont été élus vice-présidents de l'organisation fusionnée. C'est la première fois dans l'histoire du mouvement syndical américain qu'un noir accède à un poste aussi élevé.

Importance de la fusion

La presse bourgeoise américaine ne cache pas son inquiétude devant la puissance potentielle de la nouvelle centrale. Le journaliste réactionnaire Davide Lawrence y voit la mobilisation de la classe ouvrière américaine derrière un programme commun. Les dirigeants de la nouvelle centrale protestent de toutes leurs forces que rien n'est plus loin de leurs intentions que l'organisation d'un Labor Party indépendant des deux grands partis bourgeois — et il est certain qu'ils se proposent de persévérer dans le soutien du parti démocrate, bien que cette politique n'ait rapporté que déboires à la classe ouvrière.

Mais l'unité syndicale met en mouvement des forces nouvelles, indépendamment de la volonté des dirigeants. La division en classe de la société, niée par eux, s'affirme dans les faits par l'existence même d'une organisation qui dresse en fait la classe ouvrière unie, face à ses exploités. Ce fait se reflétera inévitablement dans la conscience des masses et s'exprimera non moins inéluctablement sur le plan politique.

Gérard Bloch
La Vérité n° 385 du 16 décembre 1955